

Délibération n° 2022-01-27/01

Objet : Demande de protection fonctionnelle pour Monsieur le Maire - Menace de mort et outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 27 JANVIER 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-sept janvier, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 21 janvier 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Absents représentés : Jocelyne TAVERNE *pouvoir à* Xavier MIRAULT, Olivier BOUDET *pouvoir à* Françoise BERTOUY, Francine BOYER *pouvoir à* Jean-Marc LEÏENDECKERS, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Maryline BENEDETTI - Fabrice IRANZO *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Mario MARCOU

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle rapporte :

En vertu de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales, le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le code général des collectivités territoriales.

La commune est tenue de protéger le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La commune est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élus intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins, d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

Monsieur Jean-Pierre RICO, sollicite en sa qualité de maire de Pérols, la mise en œuvre de la protection fonctionnelle pour menace de mort et outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique.

Monsieur le Maire, intéressé à l'affaire, ne prend pas part à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire en vue de prendre en charge les frais d'avocat et permettre la réparation des préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 janvier 2022
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.